

Appui au devoir de mémoire en Ouganda



Pays: Ouganda, Kampala

Domaine d'activité / thématique: Gestion de base de donnée

Bénéficiaires:. Les 190 collaborateurs de RLP et ses 3'884 bénéficiaires: la communauté locale, le milieu académique, les responsables politiques, la société civile, ainsi que les membres du gouvernement qui visitent le centre ou qui consultent les archives en ligne.

ODD: 16 Paix, justice et institutions efficaces

Nom détaillé du projet : L'analyse de données comme base au renforcement du devoir de mémoire, du travail de plaidoyer et du processus de justice transitionnelle.

Date de début: 20.01.2020 Date de fin: 19.01.2021

Eirene Suisse



Eirene Suisse est une ONG active depuis 1963 dans la construction de la paix et la promotion des droits humains.

Eirene Suisse est une association de coopération au développement par échange de personnes, c'est-à-dire l'envoi de professionnels qualifiés auprès d'associations partenaires au Sud.

Nous élaborons des projets sur-mesure en fonction des besoins exprimés par nos partenaires au sud, permettant ainsi de garantir un effet durable des projets ainsi que le transfert de compétences

pour renforcer l'autonomie des équipes locales.

La petite équipe de coordination basée en Suisse gère une dizaine d'affectations de volontaires par an et assure le suivi de plusieurs projets dans ses trois zones d'intervention principales: l'Afrique des Grands Lacs, l'Amérique Centrale et Haïti. Grâce aux liens solides et réciproques développés avec notre réseau de partenaires, au nord comme au sud, nous mettons aussi en œuvre des formes de coopération innovantes, tels que les échanges Sud-Nord et Sud-Sud, ainsi que des ateliers d'échange d'expériences et des formations. Eirene Suisse est une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique, et sans appartenance politique ou confessionnelle.

Objectif Global

Les crimes qui ont eu lieu en Ouganda à la fin des années 80 n'ont été révélés que récemment. Les initiatives de justice transitionnelle sont cruciales, telles que la promotion du dialogue sur la mémoire en tant que thérapie, mais également en tant que mécanisme pour établir la vérité grâce auquel les blessures liées à la guerre peuvent être identifiées et traitées. Le fait que certains processus, comme l'établissement de la vérité, puissent avoir des avantages importants sur la santé mentale d'une population, est généralement sous-estimé. De même, beaucoup de régions touchées par les conflits, en particulier dans le Nord, s'appuient sur les traditions orales pour dire la vérité et partager l'histoire.

Malheureusement, les traditions orales entraînent la perte d'archives - et même lorsqu'il existe des documents écrits, ils sont relativement inutiles étant donné le faible niveau d'alphabétisation. La préservation de documents oraux et écrits sur les préjudices subis par les individus et les communautés est donc une étape importante pour se souvenir des atrocités passées dans l'espoir d'éviter qu'elles ne se reproduisent et améliorer l'enseignement de l'histoire.

Refugee Law Project cherche à recueillir des données quantitatives et qualitatives et à les analyser à des fins de recherche, de programmation et de plaidoyer. La volontaire affectée auprès de Refugee Law Project aura donc la mission de mettre en place des procédures et de renforcer les équipes du partenaire dans la gestion de données. Ainsi, la mise en place d'un pôle de compétences en devoir de mémoire, une meilleure gestion de base de donnée et du travail de documentation permettront de perpétuer le savoir et favoriser la mise en place de projets pour lutter contre les abus et violence, des projets de plaidoyer ou de justice transitionnelle.

Contexte

L'Ouganda connaît une récente et relative stabilité sans conflit armé actif depuis 2008, à l'exception des dernières attaques de novembre 2016 à Kasese et des violences des élections partielles de la municipalité d'Arua en août 2018. La reprise après des décennies d'insurrection dans le nord de l'Ouganda progresse lentement, notamment à cause de défis tels que l'afflux renouvelé de réfugiés du Sud-Soudan dès 2016. D'après l'OMM, l'Ouganda est actuellement le plus grand pays d'accueil de réfugiés d'Afrique avec une estimation de 1,4 millions de réfugiés dont 80% sont des femmes et des enfants1.

Alors que le président sortant en est à sa troisième décennie au pouvoir, les menaces de violence liées à l'héritage non traité des atrocités passées restent importantes et pourraient même être aggravées par l'absence d'une transition démocratique. En effet, le gouvernement ougandais n'est pas favorable à l'obligation de rendre compte de ses propres actions et de son inaction. Celui-ci semble motivé, non pas par la promotion de la réconciliation nationale et du relèvement, mais plutôt par la perception d'un besoin de consolider l'autorité et le contrôle de l'État. Après des décennies de conflits armés internes et malgré une série d'efforts pour reconstruire le pays, les nombreux héritages d'un passé violent doivent encore être documentés, reconnus et traités.

Les violents conflits dans le pays ont coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, déplacé des millions d'autres et laissé en héritage des blessures physiques, psychologiques et sociales non traitées qui continuent d'avoir un impact sur la gouvernance et nécessitent une justice transitionnelle. Ainsi, les problèmes sociaux rencontrés dans la région à l'heure actuelle sont des conséquences directes du conflit et des déplacements massifs de personnes. Entre autres, on dénombre un taux élevé de violences sexuelles et basées sur le genre (ci-après VSBG), une insécurité alimentaire marquée et un taux de sous-emploi très élevé, les deux derniers facteurs contribuant à renforcer les VSBG. Finalement, un facteur important à retenir est que 60 % des ougandais ont moins de 18 ans et que la moitié de la force de travail se situe au-dessous de 30 ans. 2 De plus, La population des jeunes est particulièrement vulnérable étant née et ayant grandi durant les conflits.

¹Humanitarian compendium, Uganda 2018, https://humanitariancompendium.iom.int/appeals/uganda

² Ministry of Finance, Planning and Economic Development (2014) "Uganda's Employment Challenge: an Evaluation of Government's Strategy", Economic Development Policy and Research Department, Kampala, cité dans Economic empowerment of youth ex-inmate in north Uganda,

Projet

Refugee Law Project recueille de grandes quantités de données et de matériel dans les domaines des conflits, de la justice, de la violence sexuelle, de la gouvernance et des migrations forcées. Il peut s'agir de témoignages, de transcriptions d'entretiens de recherche, d'enregistrements vidéos d'entretiens, de discussions de groupe, de formations et de rencontres communautaires, de collections photographiques, antécédents médicaux, d'artefacts liés aux conflits ou de coupures de journaux. Le partenaire effectue cette collecte à des fins de recherche, de programmation et de plaidoyer. Elle a commencé à explorer l'utilisation des Practical Data Analysis (PDA) pour la saisie de données quantitatives. Dans le cadre d'un projet majeur, elle a développé une vaste base de données de plus de 5 000 entrées, contenant chacune plusieurs centaines de champs de données.

De plus, RLP donne aux bénéficiaires l'accès au « Programme de santé mentale et de bien être psychosocial » qui propose de la thérapie individuelle, de famille et de groupe. Elle intervient également au sein des foyers, écoles et prisons qui sont en lien avec des personnes issues de la migration forcée.

RLP a maintenant besoin d'une personne possédant de fortes compétences en analyse de données pour gérer à la fois les ensembles de données et le processus d'analyse des données, y compris l'établissement d'une analyse « en temps réel » qui met à jour les statistiques clés sur une base continue.

Impact visé

- Analyser et renforcer la structure, l'utilisation et la sécurité de la base de données.
- Améliorer le processus de collecte et de traitement de l'information.

Partenaire local



Refugee Law Project est une organisation liée à l'Université de Makerere basée à Kampala active depuis 1999 dans la promotion des droits des demandeurs d'asile, réfugiés, déportés, déplacés internes ainsi que ceux des communautés qui les accueillent. RLP s'est fixé comme mission de promouvoir la protection, le bien-être et la dignité de ces personnes en combattant les injustices en termes de politiques

mises en place par les gouvernements, ainsi que sur le plan légal et concrètement sur le terrain.

RLP est aussi très active dans le plaidoyer auprès des acteurs principaux et participe activement au débat national et international sur les sujets de migration forcée, de justice et de promotion de la paix. L'organisation contribue de surcroît activement à la recherche académique sur ces sujets.

Volontaire

Alice Horner, spécialisée en économie du développement et quantitative, intègrera Refugee Law Project (RLP) dès janvier 2020, afin de soutenir l'organisation dans ses activités de défense des réfugiés et en particulier son travail de recherche et plaidoyer. En échangeant ses connaissances avec les collaborateurs, elle contribuera à renforcer les compétences techniques des équipes des programmes en collecte et analyse de données.

Contact



Florine Jacques, Responsable Communication et Recherche de fonds Bastien Morard, Coordinateur du programme Grands Lacs, chargé de la coordination interne.

Adresse de Correspondance: 28, Rue des Côtes-de-Montbenon - 1003 Lausanne Siège: Rue de Vermont 17 - 1202 Genève Tél. +41 22 321 85 56 - Courriel: info@eirenesuisse.ch

Site internet: www.eirenesuisse.ch

fhttps://www.facebook.com/Eirenesuisse

inhttps://www.linkedin.com/company/eirene-suisse/

CCP: 23 - 5046 - 2 IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2 SWIFT/BIC: POFICHBEXXX Eirene Suisse: Rue de Vermont 17 | 1202 Genève

Mention: Alice / RLP